

Anvers, ville sécurisée

A la fin du mois de novembre 2004, le conseil communal d'Anvers votait un plan appelé « Stadsplan veilig ». En se basant sur le sentiment d'insécurité grandissant au sein de la population, le Conseil communal a voté diverses propositions comme le renforcement de présence policière, le placement de caméras de surveillance, la suppression de fausses asbl, etc.

Mais la plus dangereuse des décisions, c'est l'organisation de fouille systématique des logements, dans cinq rues pour commencer. Appelée opération « deur-aan-deur », cette fouille concerne plusieurs équipes : police, service des étrangers, police des mœurs, stupéfiants, hygiène, CPAS, chômage, service population, pompiers. En cas de refus d'ouvrir la porte, le service doit revenir le lendemain avec un mandat de perquisition.

Plate-forme de résistance : Basta

Plusieurs petites associations proches des personnes concernées réagissent depuis des mois. Leurs critiques sont claires : violation de la vie privée, puisque les personnes seront encodées dans une base de données accessible aux différents services. Ces personnes en situation précaire, non seulement sont criminalisées, mais certains de leurs enfants sont menacés d'expulsion sous l'appellation d'enfants balkans.

Cette plate-forme dénonce également la philosophie générale qui est à l'origine de ce plan. En effet, alors que, dans l'introduction, ce plan se situe dans le cadre noble de la lutte contre l'exclusion sociale, le respect des droits sociaux et fondamentaux etc., très vite le ton change. Les paragraphes suivants ne parlent plus que de vols, cambriolages, comportements anti-sociaux¹ ... On pourrait facilement remplacer le terme de précarité par celui de criminalité.

Où en est-on aujourd'hui ?

Les avocats du groupe Basta n'ont pas utilisé la possibilité du recours au Conseil d'Etat. En effet, ils ne sont pas certains à 100 % que ce règlement de la Ville soit déclaré illégal. S'il n'était pas déclaré illégal, les conséquences seraient désastreuses non seulement pour Anvers, mais pour les autres villes de Belgique.

La fouille porte-à-porte n'a pas encore commencé alors que c'était prévu pour le 3 janvier.

Des membres du groupe Basta passent régulièrement dans ces rues et possèdent une liste de n° de GSM à appeler en cas de fouille. Ces gens viendraient alors comme témoins.

Suite aux pétitions (vous pouvez la signer sur <<http://petitie.montki.com/>>) et aux contacts personnels, plusieurs personnes politiques anversoises ont interpellé la Ville.

Alors que le Vlaamse B. avait voté contre ce plan, parce qu'il le considérait insuffisant, il fait aujourd'hui aussi signer des pétitions, mais pour le faire appliquer évidemment.

Analyse du front SDF

Pourquoi plusieurs associations importantes d'aide aux plus démunis ne réagissent-elles que très timidement ? Fort probablement parce que la grosse majorité de leurs membres sont d'accord avec les décisions prises par la ville : dissoudre des « fausses » asbl, caméras de surveillance, fouille de certains quartiers.

La criminalité régresse mais le sentiment d'insécurité augmente. Cette contradiction s'explique en partie par la manière dont on analyse cette « insécurité ». Si j'ai un boulot stable et bien rémunéré, une sécurité sociale qui me met à l'abri des désastres, un bon logement, une sécurité d'avenir pour mes enfants, la présence de gens en situation illégale et précaire ne me fait pas peur : ils ne sont pas des concurrents qui risquent de prendre ma place. Je suis sûr de moi et de ma situation, l'autre ne va pas me déstabiliser. Je pourrai même l'aider.

Par contre, si je suis moi-même en déséquilibre par rapport à mon logement, à mon travail et à ma santé, si je vis dans l'insécurité par rapport au chômage, au logement, à l'avenir de mes enfants, alors l'autre (dont l'étranger) m'apparaît comme un danger. Je vais me défendre et je suis d'accord pour qu'on élimine ce danger, même d'une manière physique.

Les vraies causes de ce sentiment croissant d'insécurité ne viennent donc pas de la présence de personnes en situation précaire, mais du climat économique et social pollué dans lequel nous vivons. Attaquons la pauvreté, mais pas les pauvres !

Jean Peeters,
secrétaire;
Front Commun
SDF;
tél.0479.68.60.20;
<[frontcommunsdf@hot
mail.com](mailto:frontcommunsdf@hotmail.com)>.

(1) NDLR:
Ceux-ci sont
mis en
parallèle avec
les origines
ethniques dans
des
diagrammes
très
évocateurs...

